

Expansion des exportations—Loi

secteurs où le Canada connaît une dépression sensible et qui pourraient reprendre vie si des marchés extérieurs étaient développés. Je pense en particulier aux secteurs des mines et des textiles. Le gouvernement s'apprête donc à faire passer de 2.5 milliards à 10 milliards le maximum de toutes les responsabilités actuelles de la société et le capital autorisé de 400 millions à un milliard. Pour quelles autres raisons que des raisons électorales, le gouvernement veut-il nous faire «passer des milliards sous le nez», sans que nous ne puissions à tout le moins demander une meilleure utilisation de cet argent que celle qui ne s'est jamais faite dans le passé, ou du moins ne s'est pas faite.

Je note, monsieur le président, qu'au 31 décembre 1976, la Société pour l'expansion des exportations avait pour 2,458,000 dollars d'intérêts non remboursés. Nous avons déboursé des sommes importantes pour des pays comme le Chili et l'Afrique du Sud, où les droits des individus sont violés chaque jour. Nous avons prêté à Cuba qui par ses interventions militaires en Afrique est une menace à la paix. Si nous tenons compte de considérations politiques dans le cas de la Rhodésie, pourquoi ne le faisons-nous pas dans les cas que je viens de mentionner? La situation politique et économique de certains pays est tellement instable et imprévisible que nous pouvons nous permettre de douter et de nous demander si leurs engagements seront respectés. Le but de la Société pour l'expansion des exportations consiste à accroître nos exportations et non à venir en aide aux pays moins développés. A cette fin, il y a justement un autre organisme, l'Agence de coopération et de développement international, l'ACDI dont les pratiques quant à l'allocation de crédits laisse également à désirer. C'est donc dire, monsieur le président, que la Société pour l'expansion des exportations devra réviser ses mécanismes de gestion pour garantir le remboursement de ses avances.

Dans une conjoncture économique où la concurrence est très forte et demande une action concertée de la part du gouvernement et de ses organismes prêteurs, il est impérieux pour le Canada de fabriquer des produits concurrentiels. En accordant à la Société les fonds qu'elle exige, je crois raisonnable de lui demander d'élargir son champ d'action. La Société doit jouer un rôle plus vaste qu'actuellement. Je m'explique: Nous savons tous que de nombreux secteurs de notre économie sont malades, que les régions de l'Est, comme celle que je représente, ont un besoin urgent d'industries concurrentielles basées sur des produits d'exportation.

Nous avons, par exemple, dans l'Est du Québec, des richesses minières, forestières et marines que seuls les débouchés sur des marchés étrangers peuvent permettre de développer. Dans une région où le chômage atteint des proportions catastrophiques, nombre d'industries et de mines ont ralenti leur production à cause de ce manque de débouchés. Il serait souhaitable que la Société pour l'expansion des exportations, en plus d'émettre des crédits aux pays acheteurs et d'assurer les paiements aux entreprises canadiennes, puisse également aider les entreprises impliquées directement dans les produits destinés à l'exportation, sous forme de participation financière, de subventions et de recherches d'autres marchés.

Monsieur l'Orateur, qu'on me permette d'ouvrir une parenthèse et de mentionner qu'il a fallu qu'un gouvernement libéral soit défait et qu'un gouvernement péquiste accède au pouvoir pour que des projets comme les mines de sel des Îles-de-la-

Madeleine et le dépôt de calcaire de la Gaspésie qui dormaient sur les tablettes reprennent vie. Il est impensable que le gouvernement puisse augmenter aussi substantiellement le pouvoir de prêter de sa propre société sans réorienter les objectifs de celle-ci. Autrement dit, charité bien ordonnée commence par soi-même.

● (1632)

[Traduction]

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, je tiens à dire au départ que, si j'approuve le bill C-36, je suis quand même très inquiet au sujet de l'approche improvisée du gouvernement actuel en matière de développement. Le débat en cours est important parce qu'il nous donne l'occasion d'exprimer ce qui, à mon avis, devrait être un point de vue objectif sur la façon de créer des emplois dans le secteur manufacturier au Canada. Nous devons adopter une approche nouvelle et énergique.

Dans le débat actuel, il ne faut pas se limiter à la Société pour l'expansion des exportations, mais tenir compte de l'interaction de la SEE et des autres organismes de l'État qui sont censés favoriser le développement, tant au Canada qu'à l'étranger.

Le bill à l'étude triple la capacité de prêt de la SEE, qui passe de 9 à 27 milliards de dollars. Plusieurs députés ont exprimé leur inquiétude devant l'ampleur de cette augmentation. Ils sont inquiets parce que la SEE, dans ses efforts pour aider les manufacturiers canadiens, crée peut-être des emplois dans d'autres pays plutôt qu'au Canada.

La Société pour l'expansion des exportations joue-t-elle bien son rôle? Voilà la question sur laquelle une grande partie du débat a porté. Il n'y a pas de réponse simple aux questions relatives à la croissance, à la capitalisation et à l'avenir des marchés pour le Canada. C'est l'une des raisons pour lesquelles on ne doit pas mettre fin au débat prématurément, comme si nous n'avions rien à dire. Il nous faut exprimer notre opinion, ne pas nous contenter de reprocher au gouvernement son échec à créer un nombre suffisant d'emplois durables au Canada. Il faut, au contraire, lui montrer la voie à suivre et l'encourager à prendre certaines mesures novatrices, afin d'assurer l'avenir de notre pays.

Un nouveau livre vient d'être publié. Il a été rédigé par la Hudson Institute of Canada sous la direction générale du directeur de cet institut, l'Américain Herman Kahn. Cet ouvrage est intitulé: «Canada has a Future.» Le titre n'est suivi d'aucun point d'interrogation. Il est temps que nous commençons à écrire de façon positive sur l'avenir de notre pays. Je voudrais signaler un paragraphe de cet ouvrage dont s'inspirent les remarques que je tiens à faire au sujet de la Société pour l'expansion des exportations.

Le voici:

... les Canadiens pourraient innover sur le plan international en général. Une innovation fort utile pour le tiers monde et également pour les pays nantis, à vrai dire, la chose peut-être la plus utile que tout pays évolué pourrait accomplir, serait que le Canada mette au point des méthodes permettant de remédier à un problème mondial qui continuera à s'aggraver durant les deux ou trois prochaines décennies: un excédent énorme et toujours croissant de main-d'œuvre dans le tiers monde et une pénurie presque aussi spectaculaire de main-d'œuvre dans les pays nantis.

Je veux mettre cette citation tirée de «Canada has a Future» en regard d'une observation que faisait mon collègue de Vancouver Quadra qui, dans son discours durant ce débat, a fait